



**MAINTENANT**

**CARAVANES DU FRAPRU**

---

 **VISITES DE MINISTRES DU GOUVERNEMENT LEGAULT**

 **RASSEMBLEMENT À QUÉBEC LE 7 FÉVRIER 2020**

FRAPRU.QC.CA



**MAINTENANT**

**CARAVANES DU FRAPRU**

---

 **VISITES DE MINISTRES DU GOUVERNEMENT LEGAULT**

 **RASSEMBLEMENT À QUÉBEC LE 7 FÉVRIER 2020**

FRAPRU.QC.CA



## CARAVANES DU FRAPRU - Février 2020

# QUÉBEC PEUT ET DOIT FAIRE MIEUX!

Dans le cadre de sa campagne « **POUR DU LOGEMENT SOCIAL MAINTENANT!** », le FRAPRU entreprend des caravanes partant des différentes régions du Québec. Après avoir visité des ministres du gouvernement Legault, elles convergeront à Québec, le vendredi 7 février 2020. L'objectif est de mettre en lumière le manque criant de logements sociaux et de faire pressions sur le gouvernement pour qu'il investisse en ce sens.

À preuve : pas moins de 195 635 ménages locataires payent plus 50% de leur revenu pour se loger au Québec et 40 000 ménages locataires sont aussi en attente d'un HLM, le plus souvent depuis plusieurs années. De plus, la pénurie de logement locatifs, qui affecte plusieurs régions, aggrave la crise du logement qu'ils vivent au quotidien. Pour répondre aux besoins les plus urgents et cela de manière durable, il faut construire des logements sociaux et le faire rapidement.

L'an passé, le gouvernement Legault n'a livré que 835 des 3000 nouveaux logements sociaux prévus. C'est trop peu! Dans son budget de mars 2020, il doit prévoir pour AccèsLogis tous les investissements requis pour réaliser les milliers de logements sociaux annoncés depuis 10 ans, mais toujours pas construits faute d'argent, et aussi aller plus loin, en réalisant 50 000 logements sociaux en 5 ans.

Contrairement à ce qu'il prétend, Québec n'a pas besoin d'attendre l'aide du fédéral pour commencer à relever ce défi. Il cumule des surplus budgétaires qui se comptent en milliards, et se prive de revenus importants en refusant de rendre sa fiscalité plus progressive. Des décisions peuvent être prises dès mars 2020.

Inscrivez-vous pour faire partie de l'une des caravanes qui prendra la route, à partir de plusieurs grandes villes. Faisons entendre la voix des mal-logés! Pour plus d'information, communiquez avec le comité logement de votre territoire.



## CARAVANES DU FRAPRU - Février 2020

# QUÉBEC PEUT ET DOIT FAIRE MIEUX!

Dans le cadre de sa campagne « **POUR DU LOGEMENT SOCIAL MAINTENANT!** », le FRAPRU entreprend des caravanes partant des différentes régions du Québec. Après avoir visité des ministres du gouvernement Legault, elles convergeront à Québec, le vendredi 7 février 2020. L'objectif est de mettre en lumière le manque criant de logements sociaux et de faire pressions sur le gouvernement pour qu'il investisse en ce sens.

À preuve : pas moins de 195 635 ménages locataires payent plus 50% de leur revenu pour se loger au Québec et 40 000 ménages locataires sont aussi en attente d'un HLM, le plus souvent depuis plusieurs années. De plus, la pénurie de logement locatifs, qui affecte plusieurs régions, aggrave la crise du logement qu'ils vivent au quotidien. Pour répondre aux besoins les plus urgents et cela de manière durable, il faut construire des logements sociaux et le faire rapidement.

L'an passé, le gouvernement Legault n'a livré que 835 des 3000 nouveaux logements sociaux prévus. C'est trop peu! Dans son budget de mars 2020, il doit prévoir pour AccèsLogis tous les investissements requis pour réaliser les milliers de logements sociaux annoncés depuis 10 ans, mais toujours pas construits faute d'argent, et aussi aller plus loin, en réalisant 50 000 logements sociaux en 5 ans.

Contrairement à ce qu'il prétend, Québec n'a pas besoin d'attendre l'aide du fédéral pour commencer à relever ce défi. Il cumule des surplus budgétaires qui se comptent en milliards, et se prive de revenus importants en refusant de rendre sa fiscalité plus progressive. Des décisions peuvent être prises dès mars 2020.

Inscrivez-vous pour faire partie de l'une des caravanes qui prendra la route, à partir de plusieurs grandes villes. Faisons entendre la voix des mal-logés! Pour plus d'information, communiquez avec le comité logement de votre territoire.

